

CYR, François et Rémi ROY, *Éléments d'histoire de la FTQ. La FTQ et la question nationale*. Laval, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, coll. « Recherches et documents », 1981. 205 p. 12,00 \$.

Bernard Dionne

Volume 37, numéro 1, juin 1983

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/304131ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/304131ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Dionne, B. (1983). Compte rendu de [CYR, François et Rémi ROY, *Éléments d'histoire de la FTQ. La FTQ et la question nationale*. Laval, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, coll. « Recherches et documents », 1981. 205 p. 12,00 \$.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 37(1), 97–99. <https://doi.org/10.7202/304131ar>

CYR, François et Rémi ROY, *Éléments d'histoire de la FTQ. La FTQ et la question nationale*. Laval, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, coll. «Recherches et documents», 1981. 205 p. 12.00\$.

Il faut se réjouir de la parution d'un ouvrage sur la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), car malgré le fait que cette dernière possède la plus longue tradition historique et soit la plus forte de nos centrales syndicales québécoises, elle n'a pas suscité la publication d'un nombre suffisant d'études. Il est vrai que sa grande rivale, la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC), devenue la Confédération des syndicats nationaux (CSN), a attiré davantage d'intellectuels dans ses rangs et a porté le flambeau du «syndicalisme national» avec un certain succès au cours de ses 62 années d'existence.

Mais le volume de François Cyr et Rémi Roy soulève plus de problèmes qu'il n'en résout. Cherchant à «saisir concrètement l'impact de la conscience nationale dans la structuration de la conscience ouvrière à travers l'exemple de la FTQ» (p. 24), les auteurs ont retenu trois «éléments-indices»: les rap-

ports de la FTQ avec l'État fédéral et provincial, les rapports qu'elle entretient avec le mouvement national québécois (essentiellement le Parti québécois) et enfin les rapports avec le Congrès du travail du Canada (CTC) et les syndicats internationaux. Mais, ce faisant, ils sont passés à côté de la «structuration de la conscience ouvrière», car s'il y a quelqu'un d'absent dans leur travail ce sont bien les ouvriers québécois. D'ailleurs, les auteurs sont bien conscients des limites d'un travail qui ne repose que sur l'analyse des discours officiels et des résolutions de congrès.

À s'en tenir à ces seules sources, en effet, il est facile de tomber dans le piège d'une construction politico-historique des faits à partir d'une série d'hypothèses qu'on cherche à valider à tout prix. À partir d'une problématique esquissée trop rapidement, les auteurs ont voulu refaire l'histoire du syndicalisme international au Québec avant d'analyser la création de la FTQ en 1957, sa «crise d'identité» de 1960 à 1965 et son insertion dans la crise sociale et nationale du Québec de 1965 à 1980.

Or, cette entreprise ne va pas sans difficultés. Les auteurs présentent ainsi la scission de 1902, qui vit l'expulsion d'une poignée de syndicats, affiliés aux Chevaliers du Travail, du Congrès des métiers et du travail du Canada (CMTC), comme une question nationale alors qu'il s'agissait en réalité d'un problème de rivalité («*dual unionism*») entre syndicats de métier et syndicats industriels avant la lettre (p. 27-28); on passe rapidement sur la période 1902-1937, avant de décréter que les syndicats du Congress for Industrial Organization (CIO) au Québec sont des syndicats «nationaux» (p. 30-31); on ne présente jamais une évolution précise de la composition de la Fédération des unions industrielles du Québec (FUIQ) ou de la Fédération provinciale des travailleurs du Québec (FPTQ), encore moins de la FTQ... Pour les auteurs, la percée du CIO reste lente au Québec avant 1950 (p. 32); pourtant, Terry Copp affirme le contraire dans son article «The Rise of Industrial Unions in Montréal 1935-1945» (*Relations industrielles/Industrial Relations*, 37,4 (1982): 843-875) qui repose justement sur une analyse détaillée de la composition par secteur d'emploi des syndicats internationaux à Montréal au cours de la période d'implantation des syndicats industriels.

Venons-en à la thèse centrale des auteurs qui semble être la suivante: la FTQ, «forme particulière d'expression institutionnelle de la conscience de classe des travailleurs québécois» aurait été l'enjeu d'une contradiction entre la conscience nationale et la conscience de classe des travailleurs québécois; la conscience nationale aurait pris le dessus parmi les dirigeants qui auraient «inféodé la FTQ au PQ» (p. 128, 139, 142, 147). Les auteurs en veulent pour preuve l'appui répété que la FTQ a accordé au PQ lors des élections et le suivisme de la FTQ face à l'aile parlementaire du PQ lors de la célèbre bataille de la United Aircraft en 1974-1975.

Ici, l'analyse des auteurs laisse beaucoup à désirer: que la FTQ réclame une loi forçant l'employeur à appliquer la formule Rand et qu'elle se serve de l'aile parlementaire du PQ pour y arriver est vu comme du «suivisme politique et programmatique» (p. 154) autour d'une «revendication aussi platement parlementaire» et comme du «suivisme organisationnel» face aux organisateurs péquistes de la rive-sud. Or Michel Pratt a dressé ailleurs (*La grève de la United Aircraft*, Mtl., PUQ, 1980, 115 p.) un tableau beaucoup plus fidèle de

la solidarité syndicale et de l'approche réaliste et combative de la FTQ à cette occasion. Ici, les auteurs ont tout simplement oublié de signaler que le syndicat des Travailleurs unis de l'automobile (TUA) se battait contre une des plus grosses multinationales américaines, la General Dynamics, et que, parfois, certaines défaites syndicales tiennent bien davantage à la force du capital qu'à la supposée «trahison» des chefs syndicaux.

Parfois le lecteur a l'impression que les auteurs traitent la FTQ comme s'il s'agissait d'un parti politique: ils lui reprochent ainsi de rester «muette sur les questions fondamentales de stratégie et de programme» (p. 141). Par contre, l'analyse des rapports entre la FTQ et le CTC soulève des questions bien intéressantes quant à l'autonomie possible d'une fédération provinciale dans le mouvement syndical canadien et quant à la marge de manoeuvre de la FTQ comme centrale, face aux toutes-puissantes fédérations de métier affiliées à la centrale américaine FAT-COI. La période de la «révolution tranquille» secouera la FTQ qui, sous la direction de Louis Laberge, à compter de 1964, évolue lentement vers le statut de véritable centrale syndicale. Tout se passe comme si la FTQ cherchait à se définir à la fois par rapport au CTC et à la société québécoise dans la recherche d'une voie originale liant la solidarité organique des travailleurs nord-américains à la prise en charge d'une identité québécoise alors en gestation. À cet égard, c'est bien malgré eux que les auteurs nous brossent le tableau d'un Louis Laberge qui se maintient en place à travers toutes les crises avec une étonnante capacité d'adaptation.

En conclusion, les auteurs ont embrassé un cadre chronologique trop vaste sans faire reposer leur analyse sur une recherche originale dans les archives syndicales ou sur une enquête orale auprès des travailleurs eux-mêmes. Ils ont cherché à analyser à la fois l'évolution de la conscience de classe, de la conscience nationale, des problèmes de structure syndicale, tout en intégrant parfois fort difficilement des analyses de la conjoncture politique québécoise des années 60 à 80. Ils nous invitent cependant à poursuivre la recherche sur le syndicalisme international au Québec, recherche qui doit dépasser le cadre institutionnel pour tenter de cerner le rôle de ce syndicalisme dans la formation de la conscience de classe des travailleurs québécois.

*Professeur d'histoire
CEGEP de Saint-Jérôme*

BERNARD DIONNE